

COMPTE-RENDU



UNIVERSITÉ
D'ÉTÉ

DES JEUNES
COMMUNISTES DE PARIS

AOÛT 2012 - LOIR-ET-CHER

Première université d'été de la JC Paris : une réussite !

Pour sa première université d'été, la JC Paris peut être fière d'elle ! Durant presque une semaine, dans le Loir-et-Cher, nous avons alterné débats, projections de films et formations.

Se retrouver entre camarades, hors de la vie parisienne, permet aussi de faire connaissance avec les nouveaux adhérents ou de rappeler aux autres qu'il est toujours possible de faire de la politique en passant un bon moment. Et pour ceux qui n'ont pu partir en vacances cet été, ces quelques jours au milieu des champs auront été une petite bouffée d'air frais au milieu de l'été.

Cette réussite nous rappelle ce que doit être le MJCF : mouvement de jeunesse, mais aussi lieu de formation et de réflexion.

Ce compte-rendu a été réalisé grâce à l'énergie et la bonne volonté de tous les camarades présents ! Merci à eux !

Fraternellement,

La coordination fédérale.

Programme de l'université d'été

	JEUDI 2	VENDREDI 3	SAMEDI 4	DIMANCHE 5	LUNDI 6
8h-9h		Petit-déjeuner	Petit-déjeuner	Petit-déjeuner	Petit-déjeuner
9h-11h		La violence en politique	Algérie: 50 ans d'indépendance	La lutte des classes: histoire et actualité	Débriefing de l'université d'été
11h-12h30		Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
12h30-14h30		Le "droit d'ingérence": bienfait ou impérialisme moderne? (débat)	Egalité hommes/femmes (débat)	Extrême-droite	Départ de participants
14h30-16h		Temps libre	Temps libre	Temps libre	
16h-18h	Arrivée des participants	Statut social de l'étudiant	Formation continue	Laïcité (débat)	
18h-20h		Repas	Repas	Repas	
20h-22h	Projection de La stratégie du choc	Projection de Nuit noire	Projection des Mains brunes sur la ville	Projection de l'Armée du crime	
22h-		Soirée	Soirée	Soirée	

Journal de campagne

Jeudi:

Après s'être tous retrouvés à Colonel Fabien, nous avons pris la route pour Lancé. 3 heures plus tard, dans un paysage quelque peu différent de la grisaille parisienne, nous avons établi notre campement. Pour autant, pas question de ne pas faire de la politique ! Nous avons donc assisté à la projection de "La Stratégie du Choc", film adapté du livre éponyme de Naomi Klein. Malgré la fatigue de l'arrivée, quelques courageux camarades n'ont pas hésité à prolonger un peu plus la nuit autour d'un verre...

Vendredi :

La journée commença vers 9h00 par un beau soleil et par un débat sur la violence en politique. Le débat -qui fut très animé- se termina à 11h00. À midi, un soleil de plomb accompagna le déjeuner. Après avoir bien mangé, les militants s'installèrent dans une prairie où ils débâtèrent sur le droit d'ingérence. Au cours de ce passionnant débat, la pluie surprit les camarades qui durent se réfugier dans la maison voisine. Aux environs de 15h00, les jeunes communistes s'accordèrent une pause et profitèrent du soleil qui était revenu. À 16h30, une formation sur la lutte des classes fut donnée. Le soir, vers 20h, une barbecue a été organisé. Après ce succulent repas, les camarades se regroupèrent pour la projection du film de Alain Tasma, Nuit Noire. Ce fut une journée bien remplie, dont on peut sans aucun doute en dire que le bilan est globalement positif !

Samedi :

La journée de samedi a permis aux trois nouveaux arrivants (Aurore, Ghislaine et Yann) de s'intégrer pleinement dans le groupe de militants parisiens déjà bien soudé ! Dans la matinée, nous avons suivi une longue et enrichissante formation de Yann Leroy sur la guerre et l'indépendance de l'Algérie. Puis, l'après-midi a été l'occasion pour tous de se détendre ! Certains sont restés à Lancé pour discuter, dormir, danser même. D'autres ont fait une petite virée à Vendôme pour se balader dans la ville, discuter autour d'un verre, faire un plongeon dans la piscine et acheter quelques cadeaux afin de remercier les parents de Shirley pour leur accueil et leur aide précieuse. Pendant l'apéro, nous avons tenu un long débat sur l'égalité hommes-femmes. Puis, comme chaque soir, la soirée a été ponctuée d'un film: *Mains brunes sur la ville*, un documentaire révélateur de la politique d'extrême-droite à Orange et Bollène, villes du Vaucluse. Vraiment révoltant ! Enfin, puisqu'on ne change pas les bonnes habitudes, les camarades qui étaient en état sont allés festoyer dans un endroit isolé, pour ne pas réveiller les plus fatigués.

Dimanche :

Cette journée a bien débuté, comme toutes les autres, par un réveil particulièrement difficile dû à la fatigue cumulée sur toute l'université d'été ! Nous avons quand même réussi à petit déjeuner tous ensemble dans la bonne humeur caractéristique de notre séjour. Puis nous avons repris le travail en commençant par une formation puis une discussion autour de la nouvelle campagne nationale de l'UEC pour la création d'un véritable statut de l'étudiant, renommé pour l'occasion « jeune travailleur en formation ». Après un déjeuner à l'abri de la pluie qui aura sévi seulement aujourd'hui, nous avons enchaîné sur une étude poussée et consciencieuse des différentes mouvances de l'extrême-droite, de leurs idéologies, méthodes de pensée et modes d'action, ainsi que de l'action efficace à mener contre eux. Après un bref temps libre, nous avons eu un débat sur la question de la laïcité : comment la préserver face aux intégristes de tous bords ? Comment garantir la liberté de penser de tous, libérés des emprises idéologiques des Eglises qui souhaitent emprisonner l'esprit-même de ceux qui ont choisi (ou non) de croire ? Après le repas, toujours animé de discussions enflammées, de débats et de rires, nous avons regardé *L'armée du crime*. Puis la nuit, comme toutes les nuits, a été l'occasion de jeux, de discussions, de détente et d'histoires drôles...

Lundi :

Le lundi, nous avons eu droit à notre première grasse matinée. Dans la matinée nous avons fait une réunion de débriefing de notre université d'été : le bilan tiré par l'ensemble des camarades a été très positif. Après avoir mangé, l'après-midi a été l'occasion d'un grand match de foot réunissant tous les camarades sur le terrain municipal. Puis chacun est rentré vers Paris, fatigué mais heureux. En espérant que nous ferons encore mieux et encore plus grand la prochaine fois.

La Violence en politique

Shirley Wirden

Pourquoi parler de la question de la violence en politique ? Les jeunes communistes sont des révolutionnaires, j'espère ne pas vous l'apprendre ! Et la révolution est une forme de violence politique, les guerres dont on a fait partie (guerre d'Espagne notamment) sont une forme de notre militantisme, tout comme la résistance et la lutte armée. Aujourd'hui, beaucoup disent que cette forme de politique est révolue. Le sujet n'est pas simplement historique, il est profondément philosophique. L'enjeu philosophique est de réfléchir à notre manière d'appréhender la violence en politique. Dans quelle mesure la violence politique est elle encore présente dans notre société occidentale ? Tout au long de notre réflexion, Slavoj Zizek sera un fil conducteur. Notre rapport à la violence, nous allons le constater, a complètement changé. Comment définir la violence en politique aujourd'hui ?

La violence est une composante incontournable de la politique. La politique étant littéralement une confrontation d'idées, elle ne peut toujours demeurer pacifique. La politique n'est pas qu'affaire d'abstraction mais bien une réalité pratique, la confrontation se retrouve bel et bien matérielle. Il n'y a qu'à analyser la moindre élection : législative, présidentielle, régionale etc. Elles sont un exemple de définition d'une certaine forme de violence politique. Outre le fait que l'on tente d'imposer le concept de vote utile (« choix forcé : vous êtes libre de choisir... à condition de faire le bon choix. » Bienvenue dans le désert du réel de Slavoj Zizek) comment ne pas voir ces multiples preuves de vérité imposée, exercices de style, discours, rapports de force, déplacements, sondages comme des élans pour nous convaincre, pour nous faire changer d'avis, pour influencer sur notre propre pensée. On ne dit pas pour autant que les élections sont des violences en elles même, on constate simplement qu'elles se constituent autour d'une forme de violence, autour d'une lutte sans arrêt, un réel marathon du « bourrage de crâne ». N'importe quel militant le sait : distribuer des tracts, coller des affiches, organiser des réunions publiques, c'est la base de son action. Le militant doit être présent et doit abreuver le plus possible les citoyens des idées de son camp. C'est certes le fondement même de la démocratie mais c'est un exercice violent envers le citoyen qui n'est pas investi en politique, ou qui n'a pas les moyens intellectuels de bien lire entre les lignes des discours. Il reçoit un flot d'informations continu, quasi ininterrompu, qui parfois donne le vertige.

Nous évoquons la lutte politique exercée au cœur même de la démocratie. Finalement, quelle est cette lutte sinon la lutte des classes ? D'après Marx, c'est l'histoire de notre humanité. C'est l'opposition de deux camps (grossièrement) qui luttent chaque jour pour protéger leurs intérêts. Les pauvres contre les riches qui détiennent le pouvoir, qui ont « remporté » la lutte des classes et qui tentent d'ailleurs, nous le verrons plus loin, de nous faire croire que c'est ici le dénouement, l'apogée de toute histoire politique. La lutte des classes est présentée comme une violence radicale. La lutte des classes est mise en lumière pendant les périodes de campagne électorale. On a pu le vivre récemment, des accusations violentes fusent et elles font même émerger une certaine peur. Un des responsables du Front National accuse ainsi le Front de Gauche d'être porteur d'une idéologie « qui a fait 100 millions de morts ». De même, la présidente du MEDEF, accuse cette même alliance à la présidentielle d'être l'héritière de la Terreur. Nous ne sommes plus dans une simple opposition de programme économique ou autres, il y a une réelle violence, des propos faisant référence à la mort, à une potentielle destruction de l'homme voire de l'humanité.

Si nous comprenons comment se définit la violence politique dans notre société actuelle, il nous reste à savoir comment elle se manifeste dans notre quotidien, dans nos institutions. La violence politique est d'un certain aspect une réponse à la domination d'un camp politique sur un autre. Lorsqu'un camp politique est élu à la tête d'un gouvernement, d'un pays, il fait face à une partie de la population qui ne sera probablement jamais d'accord avec une seule des mesures prises. Cette partie de la population manifesterà son mécontentement. A la domination, la minorité ne pourra répondre que par la violence. On peut faire la révolution par les urnes mais hors temps d'élections, la révolution ne peut se faire qu'en battant le pavé. Les grèves, les manifestations sont autant de moyens de pression pour manifester son désaccord, son désir de changer. A priori, ces modes d'expression sont peu violents, voire pacifiques.

Mais le camp au pouvoir ne peut le voir sous cet œil, l'autre partie de la population non plus, surtout en cas de grève. Qui n'a jamais entendu parler de « prise d'otage » lors de grèves dans les transports en commun ? La démocratie assure le droit de grève, de manifester, de se réunir, mais elle ne le légitime pas pour autant, elle semble ne pas le supporter, comme si la liberté s'arrêtait aux désirs du gouvernement en place. Souvent, les gouvernements préfèrent alors répondre à ces manifestants : « Nous écoutons la majorité silencieuse ».

Les symptômes d'une maladie de la démocratie que nous venons de citer peuvent être le résultat d'une forte idéologie dominante qui arrive à ses fins. L'idéologie définit ainsi l'idée d'une logique d'image pour une pensée de groupe. Au XIX^e siècle, Marx propose de cesser de considérer l'idéologie comme un système neutre et émet certaines critiques au concept original : il voit l'usage de l'idéologie comme un système d'opinions servant les intérêts de classes sociales. Ce serait le monde à l'envers, un reflet inversé des rapports matériels. De ce fait, l'idéologie conduirait à une perception faussée de la réalité propre à sa classe. C'est pour Marx : un système de représentation collective. L'idéologie est une vision du monde qui explique et justifie un ordre social existant. Les idéologies de la classe dominante sont présentées de manière à ce que les intérêts de la classe dominante paraissent être les intérêts de tous. C'est une forme d'aliénation. Tout le monde peut être aliéné : capitaliste comme prolétaire. En effet, l'argent, la division du travail, la propriété privée mais aussi l'État et la religion font partie du monde du capitaliste comme du prolétaire. Mais ce monde a deux vitesses : le prolétaire est aliéné à cause du capitaliste, et non réciproquement. C'est tout simplement la lutte des classes.

Qu'est ce que l'aliénation alors ? Cette phrase de Marx décrit bien en quoi elle consiste : « *Une conséquence immédiate du fait que l'homme est rendu étranger au produit de son travail : l'homme est rendu étranger à l'homme.* » L'aliénation c'est être étranger à soi-même. La finalité du travail de l'ouvrier lui échappe complètement. L'ouvrier est aliéné par rapport aux autres hommes. Le capitaliste ne voit en lui qu'un moyen pour augmenter sa plus-value et il est en concurrence avec les autres ouvriers sur le marché du travail. L'idéologie est donc une superstructure de la société dont elle émane et qu'elle soutient. La célèbre formule de *L'idéologie allemande* : « *ce n'est pas la conscience qui détermine la vie mais la vie qui détermine la conscience* » pèse fortement sur le statut de l'idéologie aujourd'hui.

Althusser nous éclaire sur l'idéologie à partir de sa théorie toute particulière sur les appareils idéologiques d'État et l'appareil d'État en lui-même. L'AE comprend donc : le gouvernement, l'administration, l'Armée, la police, les prisons etc... C'est l'appareil répressif d'État, qui fonctionne à la violence morale comme physique. Il existe plusieurs AIE : religieux, scolaire, familial, juridique, politique, syndical et culturel. Les AIE sont pour Althusser le lieu même de la lutte des classes. Il s'agit de retourner contre la classe au pouvoir l'arme de l'idéologie. La lutte des classes est enracinée dans l'infrastructure c'est à dire dans les rapports de production (base des rapports de classe) mais elle déborde en effet sur les AIE qui sont la superstructure.

Jusqu'où va cette violence ? Quelles sont ses limites ? C'est ce que nous allons essayer de déterminer grâce à l'analyse de notre rapport à la guerre, violence politique suprême pourrait on dire. L'œuvre de Žižek : *Bienvenue dans le désert du réel* apparaît comme la continuité philosophique de *la Route des Flandres*. Quelle est notre rapport à la guerre aujourd'hui ? C'est ce à quoi le philosophe tente de répondre. Il explique que la guerre a totalement changé de nature, de forme : « *Une guerre sans guerre, comme Colin Powell l'a proposé dans sa doctrine de la guerre sans victimes (de notre côté, bien sûr) ? La politique sans politique, comme on la redéfinit actuellement en la réduisant à un art de l'expertise administrative ?* » Comme le disait Robespierre, « voulez vous la révolution sans la révolution ? » autrement dit la révolution sans violence, aujourd'hui on voudrait la politique sans politique, c'est à dire la politique sans violence. Il semblerait que ce soit un désir contre nature. Les événements du 11 septembre apparaissent comme un tournant assez radical dans le fonctionnement géopolitique du monde. « *Loin de désigner l'art de la guerre du X^e siècle, l'explosion et l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center, le 11 septembre 2001, auront été plutôt son dernier cri spectaculaire. Ce qui nous attend est autrement plus fantastique : le spectre d'une guerre « immatérielle », où l'attaque est invisible et les virus, les poisons, partout et nulle part. Rien ne se passe au niveau de la réalité matérielle visible, aucune explosion massive ; pourtant l'univers connu commence de s'effondrer, la vie se désintègre. Nous entrons dans l'ère d'un art de la guerre paranoïaque, et notre plus grande tâche consistera à identifier l'ennemi et les armes* ». Alors que la guerre apparaissait comme venant directement du Front, de la guerre matérielle, des gorges profondes de la nature, le XXI^e siècle laisse émerger une notion de la guerre encore en pleine redéfinition. « *Qu'est ce que le mot guerre veut dire au XXI^e siècle ?*

Que deviendra la guerre si elle n'oppose plus des États ou des gangs criminels ?» Certes beaucoup de conflits restent frontaliers, armés, ennemis contre ennemis, tel que le conflit israélo palestinien. Toutefois, même cette forme de guerre qui demeure en partie traditionnelle, subit un changement très net. La formule ennemis contre ennemis n'est pas si pertinente que cela. « *Lorsque l'armée israélienne attaque les forces de police palestiniennes et détruit systématiquement ses infrastructures – ce que l'armée israélienne elle-même décrit comme une opération de guerre-, la résistance des Palestiniens est interprétée comme une preuve de leur action terroriste. Ce paradoxe est au cœur de l'idée même de guerre contre le terrorisme : une guerre étrange dans laquelle l'ennemi est criminalisé du simple fait de se défendre et de répliquer. Une nouvelle entité est donc en train de naître [...] ce sont des combattants illégaux ; [...] sous la figure du Terroriste, ce au nom de quoi est déclarée la guerre, c'est précisément la figure de l'Ennemi politique forclos de l'espace politique.* » La frontière entre guerre et terrorisme est devenue floue. Tout se passe comme si certaines guerres étaient quasi d'ordre humanitaires, légitimes, les ripostes d'en face étant cependant considérées comme illégitimes, terroristes. « *La distinction même entre état de guerre et état de paix est ainsi troublée ; nous entrons dans une période dans laquelle l'état de paix peut en même temps être un état d'urgence* ».

Cela a très sûrement un lien avec le fait que la société vit généralement selon une idée bien spéciale : la théorie de la fin de l'histoire de Fukuyama. C'est en effet une croyance partagée. Slavoj Žižek reconnaît qu'il est plus aisé d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. L'idée de Fukuyama exposée en 1992 ce n'est pas que tout se fige et que plus rien ne se passe mais que tout se déroulera au sein du même cadre capitaliste/ libéralisme. Il pense qu'on est arrivé à la forme économique politique idéale pour répondre aux désirs des hommes. La démocratie libérale ne porterait donc pas les germes de son effondrement comme le pensait Marx. Pour Fukuyama, la fin de l'URSS c'est la fin de l'ambition révolutionnaire. On peut rappeler alors le slogan de Mme Thatcher : there is no alternative. Notre raisonnement à propos de l'œuvre de Wallerstein y faisait référence. La politique contemporaine apparaît comme une réelle destinée que l'on ne peut détourner, que l'on ne peut changer et encore moins révolutionner. La violence politique réside donc l'affirmation d'une absence de souveraineté populaire en quelque sorte. S'il n'y a pas d'alternative, à quoi sert le multipartisme ? A quoi servent les élections ? A quoi sert de débattre ? La démocratie n'a plus lieu d'être si la politique n'a plus d'alternative possible. On peut remarquer que ce que Mme Thatcher essaye de faire en disant qu'il n'y a pas d'alternative, c'est de faire de la forme politique idéale pour sa classe une forme politique idéale pour toutes les couches de la population. C'est un exercice de domination idéologique que l'on peut considérer comme particulièrement violent envers la démocratie. La violence en politique n'est donc pas un lointain souvenir, c'est bien au contraire une réalité prégnante de nos sociétés. Certes elle évolue sans cesse et s'adapte aux changements mais elle demeure constante dans la pratique politique. Nul besoin d'attendre la guerre pour déceler de la violence dans notre fonctionnement de tous les jours. La démocratie même regorge de violence. Celle-ci semble saine, utile, authentique comme le souligne Žižek. Il ne faut pas avoir peur de franchir certaines lignes pour faire tourner le monde politique, cette confrontation des idées. Ceci démontre bien que la politique ne peut être sans violence, à toute raison gardée.

Le "droit d'ingérence": bienfait ou impérialisme moderne?

Débat

Le débat fut introduit par une comparaison entre les guerres impérialistes des États-Unis du début de ce siècle et l'intervention des brigades internationales durant la guerre civile espagnole.

La première partie du débat s'articula autour d'une réflexion sur la nature des forces d'intervention : qu'elles soient des états, des organisations internationales ou composées de volontaires venus par leurs propres moyens se mettre à disposition d'un camps lors d'un conflit armé préexistant.

Le débat à semblé dans un premier temps tourner vers une condamnation assez large des interventions État à État, avec quelques nuances à l'évocation de conflits apparemment plus compliqués comme l'actuel situation en Syrie ou l'intervention de l'Union Soviétique. Ceci à ramené le débat sur la question de la solidarité internationale et fut émis le souhait de développer les liens de notre fédération avec les organisations internationales présentes à Paris.

Statut social de l'étudiant

Anouchka Comushian

Cette formation s'appuie sur la nouvelle campagne nationale et également sur la loi co-dirigée par le PCF et le MJCF qui sera présentée en décembre prochain à l'assemblée par Marie-George Buffet. Elle s'appuie sur plusieurs points essentiels de la vie académique et professionnelle du jeune travailleur en préparation tels que sa formation et son entrée dans le monde du travail, le droit du travail, ses études, son apprentissage éventuel et surtout ses droits fondamentaux.

Tout d'abord, il s'agit d'émettre une remarque sur le terme de « **jeune travailleur en formation** », qui provoque des réserves chez quelques camarades. Ce terme démontre une volonté de ne pas séparer les étudiants et les travailleurs, mais au contraire de montrer que les études et les savoirs accumulés ne constituent pas que des moyens, mais bel et bien des fins en soit, rendant possible une émancipation.

Cette formation, ainsi que la loi proposée conjointement par le PCF et le MJCF apparaissent comme des nécessités du fait de la récente intrusion dans les années 80-90 de la loi du marché dans le monde des études et de la formation. Cette loi du marché apparaît comme sans alternative et elle est donc de ce fait imposée à l'enseignement supérieur dans son ensemble depuis une trentaine d'années. En effet, dès les années 80 un système européen harmonisé de l'enseignement supérieur a été mis en place, ainsi que le **processus de Bologne** et la **stratégie de Lisbonne**. Plus récemment, entre 1998 et 2001, une nouvelle notion est apparue dans l'univers de l'enseignement supérieur, celle de « rentabilité » et « d'employabilité »; c'est donc un **discours utilitariste** qui colonise l'enseignement supérieur français.

La conséquence de cette nouveauté est la **précarité grandissante** des étudiants comme des jeunes travailleurs. Les enfants d'employés et d'ouvriers sont toujours sous-représentés dans l'enseignement supérieur, ce qui est une preuve de l'aspect néfaste de cette politique vis à vis de l'enseignement supérieur. De plus, réciproquement, les enfants de cadres sont sur-représentés au sein des filières sélectives.

Face à cela, le **discours de la droite** ne change pas et conserve sa faiblesse argumentative; « l'égalité des chances » est de mise, et l'hypocrisie consiste à proclamer que l'on mérite ses chances de succès. On met en avant le mérite individuel et surtout un processus de mise en concurrence des étudiants est amorcé; face à cela, le nombre des formations coûteuses est multiplié, prouvant le ridicule de ce postulat. Comment le fils d'employé ou d'ouvrier peut-il avoir des chances égales au fils de cadre s'il ne peut pas financer les formations coûteuses auxquelles il postule ? La condition estudiantine rentre donc totalement dans la **logique du capitalisme**.

De nouvelles armes sont développées afin de permettre aux étudiants d'origine modeste de financer leurs études, et surtout de se faire de l'argent sur leur dos.

- Tous d'abord, **les prêts étudiants**. Les banques se sont en effet implantées dans le milieu de vie des étudiants, parfois même sur leur lieu d'études, à l'image de la BRED. Ces banques ont également des liens avec les mutuelles, et proposent des plafonds allant de 700 à 50 000€. Contractés à des taux parfois exorbitants, ces prêts forcent ensuite les étudiants à rembourser des mensualités conséquentes, ne leur laissant ainsi aucun droit à l'erreur ou aucune chance de réorientation. La pression quant aux études et la formation professionnelle, ou même quant à l'emploi, est de mise. Il s'agit, après avoir contracté ce type de prêt, d'être à même de le rembourser le plus vite possible, à tout prix. Ce qui fait, entre autres, le bonheur des employeurs.

- **Le salariat étudiant** est une autre réponse à cette situation. Les étudiants sont plus de 1 millions à ainsi financer par leur travail les conditions nécessaires à leur formation. Pour 68% de ces étudiants, ces postes ne sont pas du tout liés aux études qu'ils suivent et sont en fait des jobs exclusivement alimentaires, qui leur fournissent un revenu indispensable à leur indépendance.

Ces jobs les occupent de 10 à 20h par semaine et provoquent fatigue, stress et démotivation, notamment par rapport à leurs camarades qui n'ont pas à fournir de tels efforts. De plus, ces étudiants n'ont bien souvent pas conscience d'être des travailleurs à part entière et d'avoir des droits relatifs au code du travail. Ils constituent donc une main d'œuvre docile. D'où la nécessité d'un statut social sans contrepartie pour ces jeunes.

Face à cela, nous réclamons donc un accès des jeunes à leurs droits fondamentaux !

- Le **droit à la mobilité** européenne ne doit pas rester un droit formel comme il est conçu par les libéraux; il doit constituer un droit effectif, « réel », selon les mots même de Marx. En effet, les transports ne sont pas gratuits, et coûtent même de 315 à 680 € par an à qui les emprunte. C'est pour cela que nous réclamons la gratuité de ces mêmes transports. Du positif cependant, le STIF a assuré qu'il n'y aurait plus qu'une zone unique (et donc un tarif unique) sur l'ensemble du réseau d'ici 2013. Le prix de référence resterait les 315€ mentionnés plus haut.

- Face à la précarité sanitaire grandissante des jeunes, le **droit à la santé** doit être raffermi. 10% des étudiants n'ont pas de mutuelle, et 51% d'entre eux renoncent à se soigner faute de moyen. Il existe aujourd'hui un problème consternant de remboursement, d'avances. De plus, le coût de la consultation d'un spécialiste est rédhibitoire. La gratuité des soins pour les étudiants est demandée. Il existe bien sur les Plannings familiaux et les centres IVG qui assurent la gratuité de ces soins, mais il n'en existe que 2 à Paris même, et certains départements de la région parisienne n'en comptent aucun. L'État ne compose aucune politique ferme à cet égard. La loi sur les centres IVG du 30 novembre 1979 stipule que chaque hôpital doit se doter d'une de ces structures, dans les faits, il y en a seulement 8 à Paris intra muros qui dispose pourtant d'une trentaine d'hôpitaux. Les centres médicaux universitaires, par exemple conséquents dans des villes comme Bordeaux, se réduisent à une peau de chagrin à Paris, qui ne dispose pas d'un « vrai » campus mais de nombreuses universités éclatées. Ces centres disposent d'une infirmerie gratuite.

- La part colossale du budget que les étudiants allouent à leur **logement**(les deux tiers) ainsi que l'augmentation exponentielle du montant des loyers à Paris et en région parisienne pose également problème. 33% des étudiants restent chez leurs parents faute de moyen, et l'âge du départ du foyer familial a reculé à 24ans, ce qui est très tard même par rapport à nombre de nos voisins européens. Face à la pression des studentes hors de prix, la solution libérale est, nous l'avons déjà vu, d'encourager l'accès aux prêts étudiants, quitte à endetter des jeunes pendant un long moment. Le CNOUS et les 28 CROUS sont de fait des dispositifs sans pouvoir. Les CROUS sont dirigés par les recteurs et sont affublés d'un budget de l'État ridiculement faible. Ils n'ont de plus pas tous le même budget, leur seul point commun étant leur offre insuffisante de logements et d'aides: pour 300 000 étudiants, les CROUS proposent... 4000 logements. De plus, le CROUS est une structure publique qui subit le même processus de privatisation que la Poste. L'État s'en dégage progressivement, et le rapport Lambert entérine les partenariats public/privé de plus en plus nombreux. La stratégie est de développer l'offre privée et de privatiser les parcs immobiliers des CROUS via la « labellisation », c'est à dire le « seaux » du CROUS sur un logement. Cette structure se transforme donc en « label » , concrètement en encouragement par l'État de la privatisation du logement étudiant français.

Nos **propositions** sont la construction de logements sociaux, la réquisition des logements vacants, la démocratisation de la gestion du CROUS avec la représentation de tous les partis en son sein, la rénovation des logements existants et la construction massive de nouveaux logements, le respect du droit au logement existant formellement dans la Constitution de 1946, la nationalisation du logement étudiant et du logement en général. La propriété privée doit être encadrée par l'Etat pour un vrai contrôle garantissant l'égalité et la décence pour tous, comme ce fut le cas par le le CNR après la seconde guerre mondiale.

Quant aux **bourses**, le rapport Lambert de 2009 vise clairement à en diminuer l'importance en supprimant deux critères d'attribution comme la situation mono-parentale et la distance du logement des parents par rapport au lieu d'étude, qui ne constituent donc plus un critère de droit à obtenir une bourse. Fin 2011, un retard de versement dû à un budget insuffisant a poussé à entamer dès décembre le budget 2012. L'avenir des bourses de l'année 2012 est donc compromis dès la rentrée prochaine. Les jeunes socialistes et l'UNEF sont d'accords sur le principe d'une allocation d'autonomie pour les jeunes. Les jeunes communistes réclament plus; nous souhaitons un **dispositif de droit** et pas juste une allocation. Effectivement, le montant des loyers a tendance à augmenter bien plus vite que celui des aides.

Les camarades du camp d'été ont souhaité réagir sur plusieurs points ici résumés très succinctement, dans le but de nourrir le débat et la réflexion de notre organisation sur ce thème.

- Une camarade a souhaité revenir sur le terme de « jeune travailleur en formation » en faisant remarquer que cette dénomination cachait un aspect utilitariste et enfermait l'étudiant dans la perspective d'une recherche d'emploi et non pas, comme il en a droit, d'une formation intellectuelle visant à son émancipation.

- Plusieurs camarades ont fait remarquer le problème des stages, sous payés et bien souvent sans aucun apport réel à la formation de l'étudiant.

- D'autres ont fait remarquer le fait que les transports ne soient visiblement pas adaptés aux étudiants et à leurs besoins, notamment quant à leur fréquence et aux parcours qui sont choisis.

- Un problème majeur de « mauvaise foi politique » a été relevé. En effet, l'État semble donner des financements, mais uniquement pour des filières très sélectives et ne concernant que peu d'étudiants qui sont de plus majoritairement favorisés comme ceux des ENS. L'argent existe donc, partageons-le ! Autre preuve de cette mauvaise foi ou d'une ignorance dramatique de la condition étudiante; l'arrêt du versement des bourses l'été, les étudiants cessant bien évidemment d'avoir des besoins une fois qu'ils ne travaillent pas à devenir de bons salariés.

- Les camarades communiquent aussi leurs regrets face au peu de mobilisation de certaines catégories d'étudiants, comme ceux des classes préparatoires mais aussi des BTS, IUT, formations professionnelles... Il nous faut trouver le moyen de les atteindre et de leur accorder enfin le poids qu'ils ont légitimement dans nos luttes.

En conclusion, la délégation s'est accordée sur le fait que la jeunesse, dans sa diversité de moyens, reproduisait le schéma des « classes sociales ». Il faut donc que nous travaillions sur l'éveil de la conscience de lutte des classes dans le milieu étudiant. Il est nécessaire de faire comprendre aux étudiants l'importance qu'ils ont dans notre pays ; ils sont les salariés et les cadres de demain, leurs conditions sont celles d'un avenir décent.

Algérie : 50 ans d'indépendance

Yann Leroy

Lors de cette formation, nous avons présenté les origines et les raisons de la colonisation française de l'Algérie, avant de nous attarder sur la période de la lutte pour l'indépendance. La question de la mise en perspective de cette lutte avec d'autres, plus actuelle, a aussi été abordée. La question coloniale semble toujours autant d'actualité lorsqu'un ministre français affirme que « toutes les civilisations ne se valent pas », ou encore lorsqu'il est question d'interventions militaires dans certains pays. Mais bien entendu, cela est un autre sujet...

Au XIX^{ème} siècle, avant la colonisation, c'est l'Empire Ottoman qui domine une Algérie divisée en différentes provinces autonomes, parmi lesquelles la Régence d'Alger est la plus connue. En 1830, Charles X accuse la Régence d'Alger d'un crédit impayé envers la France. Ce sera le prétexte idéal à l'invasion du pays. On parle alors d'une population locale essentiellement berbère. Les colons sont largement minoritaires mais possèdent pourtant 3/5 des terres arables. De nombreuses concessions sont offertes à ceux qui veulent bien venir s'installer en famille en Algérie. Les populations berbères, menées par l'émir Abd El-Kader, s'opposent à la colonisation. Plusieurs guerres avec les colons et l'armée française auront lieu, avec une violence certaine de la part de l'armée. Ainsi, l'Algérie va passer d'un état commerçant avec le Sud, notamment avec ces populations nomades, à un état commerçant essentiellement avec le Nord et la France. L'Algérie devient « la réserve à nourriture » de la France.

De nombreux algériens combattent en Europe lors de la 1^{ère} et 2^{nde} Guerre Mondiale. A la fin de cette dernière, le 8 mai 1945, des manifestations pour l'indépendance ont lieu en Kabylie, surtout à Sétif, Guelma et Kherrata. La répression est dure et plusieurs milliers d'Algériens sont massacrés.

Les revendications indépendantistes continuent, en France comme en Algérie. En 1956, lors du Congrès de La Soummam, les bases du FLN et du futur Etat algérien sont posées. On y retrouve trois grands points : les actions en Algérie priment sur les actions à l'international, le politique prime sur le militaire et, enfin, le socialisme est érigé comme base du futur régime. La laïcité, est quant à elle, marquée comme seconde base de ce futur régime.

Pour autant, la France et les colons s'attachent aux 15 départements de l'Algérie française. Des membres du PCA sont guillotins, François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, déclare « La seule négociation, c'est la guerre ! », la presse est surveillée... Le PCF et l'Humanité mènent néanmoins des campagnes pour l'indépendance. Le combat pour l'indépendance arrive ainsi en métropole. Le massacre du 17 Octobre, où des centaines de manifestants algériens sont tués à Paris ou la mort, un an plus tard, de huit militants de la CGT au métro Charonne, lors d'une manifestation, sont ainsi devenus les symboles de la répression en métropole de cette lutte.

Nous continuerons à travailler la mémoire des 50 ans de l'indépendance de l'Algérie et de tout ce qu'elle implique lors de notre Fête de l'Huma en collaboration avec le Comité Justice et Vérité pour Charonne et l'association pour la défense et la protection de la mémoire des victimes de l'OAS.

Égalité Hommes/Femmes

Débat

Les femmes ont acquis de nombreux droits fondamentaux au travers de luttes, mais ceux ci sont systématiquement remis en cause par une politique de droite : fermeture des centres IVG, inégalités salariales, politique machiste etc... Effectivement, le machisme est toujours très répandu : c'est une violence ordinaire pour la femme. Il s'agit également de comprendre que du fait de cette inégalité, les citoyens ne sont pas égaux. Pourtant, le droit devrait être le même tous en théorie comme en pratique. Comment penser une égalité Homme/Femme à la fois dans la société comme dans notre organisation ? C'était notre question.

I/ L'éducation / la formation comme rempart à l'aliénation

Une des idées principales à retenir à l'issue de ce débat est la notion d'éducation (au niveau de la société) et de formation (au niveau de notre organisation). En effet, comment stopper la machine infernale de l'inégalité entre les citoyens ? De l'inégalité entre les Hommes et les Femmes ? La société nous aliène, nous ancre dans des schémas pré- conçus patriarcaux et stricts et cela dès notre enfance: poupée pour les filles, voiture pour les garçons, rose pour les filles, bleu pour les garçons etc... Ainsi, dès notre plus tendre enfance, on nous demande de coller à une certaine image. Cette aliénation peut créer de graves frustrations qui engendrent de la haine, de l'incompréhension, du refoulement... L'éducation permet de déconstruire ces catégorisations violentes pour comprendre qu'une femme est l'égale d'un homme et inversement.

II/ L'égalité malgré les différences

Il est ressorti du débat que chacun devait apprendre à respecter l'autre avec ses différences. En effet, il est important de ne pas fuir l'idée que les femmes et les hommes sont différents (ne serait ce que d'un point de vue biologique) mais que cela n'empêche en aucun cas l'égalité devant la justice et dans la société. Les hommes et les femmes se valent malgré leurs différences. L'éducation semble être une clé de réussite vers l'égalité Homme/ Femme. Dans notre organisation, elle se traduirait par une formation accrue sur ces questions.

III/ La qualité plutôt que la quantité

On sait que l'égalité est un vecteur d'émancipation. Toutefois, le débat a différencié deux types d'égalité : qualitative et quantitative. Nous étions (presque tous) d'accord pour affirmer que l'égalité qualitative était l'égalité à acquérir, la plus importante car la plus véridique. Une politique de chiffres n'est pas satisfaisante, l'égalité se gagne dans les « mentalités », dans le quotidien, dans l'éducation, et non par des quotats. Si la parité a ainsi pu être un moyen, elle n'a pas prouvé son efficacité au fil des années. Nous pensons que le travail est plus profond à faire dans la société patriarcale actuelle et que parfois la parité sert d'autant plus le machisme en considérant que les femmes sont une minorité à aider...

IV/ Une lutte plus forte à mener !

Le débat a également fait ressortir que nous devons davantage militer sur la question égalité Homme/Femme car elle était cruciale. Cette question doit se ressentir au travers de toutes nos campagnes car cela fait bien partie de la lutte des classes : la femme est le prolétaire de l'homme. Nous ne pouvons attendre le grand soir pour commencer à défendre cette égalité homme/femme, c'est pour cela que nous devons tenter chaque jour d'obtenir des avancées même si la société capitaliste laisse peu d'espoirs de sortir réellement de cette inégalité. Il serait illusoire de déconnecter la lutte des femmes des luttes globales. En effet, il y a bien la Constitution, des lois qui existent pour exiger l'égalité salariale, contre le harcèlement, et alors ? Cela semble ne faire aucun effet.

On ne peut pas faire des lois progressistes d'un côté et maintenir un système capitaliste avec tout ce que cela implique derrière. Ça ne peut aller ensemble. Les lois ne sont pas respectées car certains peuvent s'en moquer et payer les amendes : l'égalité ce n'est pas ça.

En Allemagne il existe des places de parking réservées aux femmes car jugées plus simples, en Israël il existe des trottoirs réservés aux femmes, en France les salaires sont inégaux, et dans d'autres pays du monde : le non droit à disposer de son corps, de sa sexualité, la lapidation, l'excision... Les luttes sont fortes à mener et nous ne devons pas attendre. Nous ne devons pas non plus lâcher le gouvernement socialiste en place.

V/ Conclusion

De plus, nous avons souligné que le machisme n'était pas réservé aux hommes et que les luttes pour les droits des femmes ne devaient pas être réservées aux femmes. Ainsi, rien n'est si simple que cela dans cette inégalité. Les hommes comme les femmes ont besoin de comprendre que le combat sur l'égalité des sexes doit être une priorité pour TOUS. C'est une affaire de conscience de classe, une affaire de solidarité. En quoi les femmes seraient elles uniques responsables de leur égalité avec les hommes ? En quoi les hommes seraient uniques responsables de l'inégalité? C'est toute la société qui doit se mobiliser et se remettre en question. Un message est important à faire passer en général : la supériorité n'apporte jamais rien de bon, l'égalité oui. Le désir d'être supérieur aux autres en diverses occasions est un désir ancré par la société capitaliste. Nous défendons un autre modèle de vie : celui de l'égalité, beaucoup plus épanouissant, enrichissant.

Il faut se battre pour que les droits existants soient respectés, pour que de nouveaux droits apparaissent, pour que l'éducation et la formation déconstruisent les ravages du capitalisme dans les mentalités (et que l'égalité se ressente dans toutes les strates de la société), mais surtout pour qu'une vraie révolution se fasse.

La lutte des classes : histoire et actualité

Guillaume Quashie-Vauclin

Le concept de lutte des classes n'est pas évident pour ni accepté par tous les penseurs. Karl Marx n'est pas le premier à parler de lutte des classes. En effet, elle est déjà attestée par des historiens et/ou hommes politiques tels que François Guizot et Augustin Thierry. Cependant, Karl Marx est le premier à relier la question de lutte des classes à la question de production. De plus, il ajoute que les classes sont vouées à disparaître, la lutte des classes est donc une lutte à mort.

Nous avons vu que les rapports de production sont à l'origine des classes, ainsi dans la société il y a ceux qui ont un capital et possèdent les moyens de production et ceux qui n'ont aucun capital et vendent leur force de travail pour vivre. Marx distingue donc deux classes fondamentales : les prolétaires et les capitalistes (ou bourgeois).

Nous avons évoqué deux termes relatifs à la lutte des classes et essentiels :

- L'aliénation : ceux qui ne possèdent pas les moyens de production ne possèdent pas ce qu'ils produisent, en ce sens ils sont aliénés (rendus étrangers à eux-mêmes).

- L'exploitation : Les salaires des travailleurs a moins de valeur que ce qu'ils produisent, en ce sens ils sont exploités par ceux qui possèdent les moyens de production.

Nous avons également parlé de la révolution, l'objectif de lutte le plus concret d'un Communiste : une révolution a lieu quand les forces productives « poussent » afin de briser les rapports de production précédemment établis tandis que les possédants « freinent » afin de maintenir voire aggraver ces rapports de production. Enfin, nous avons ajouté que les travailleurs ont grand intérêt à lutter ensemble, à faire preuve de solidarité les uns envers les autres : l'union fait la force !

Laïcité

Débat

En introduction de ce débat la définition de la laïcité a été rappelée tout en soulignant que le rapport à la religion était assez complexe pour les communistes.

Des questions se sont ensuite posées : quelle est la différence entre la laïcité, la séparation de l'Église et de l'État et l'égalité entre les religions ?

L'actualité, avec l'affaire de Gennevilliers, est aussi intervenue.

Les camarades étaient tous d'accord pour dire que l'athéisme devait être autant respecté que le fait d'avoir une religion.

La question des femmes voilées a aussi été abordée, certains camarades expliquant que la notion de peur et de haine était développée et cultivée sur cette question, car le problème ne se pose pas pour les bonnes sœurs par exemple. Il faut aussi faire attention à ne pas confondre religion musulmane et islamisme.

Un autre problème a été soulevé sur la question de différence entre un monument historique, faisant parti du patrimoine de notre pays, et un monument religieux. Il a été proposé que les Églises servent à abriter des événements culturels : musées, salle de concerts, etc.

Sur la question de Gennevilliers, certains camarades ont expliqué que si la sécurité de gens était mise en danger il fallait interdire que les agents refusent de manger pendant leur service, d'autres ont émis des réserves quant au fait qu'il faille alors demander à chacun quelle était sa religion.

Le dernier point soulevé a été la proposition, par certains camarades, de surveiller ce qui était dit dans les lieux de cultes pour prévenir les intégrismes (toutes religions confondues), d'autres se sont alors demandés comment on pouvait contrôler ça et si ce n'était pas aussi une atteinte à la liberté d'expression.

Ce débat a soulevé de nombreuses questions et a été très intéressant, quasiment tous les camarades y ont participé.

Les Jeunes Communistes de Paris remercient les vétérans, les sections et la fédération du PCF Paris pour leur soutien.



À l'année prochaine !